



Déclaration préalable de la FSU CTSD du 4 septembre 2015

Cette rentrée sociale est marquée par le drame des migrants dans une Europe gangrénée par la montée des idées d'extrême droite. Dans un contexte de persistance du chômage de masse et d'aggravation des inégalités sociales, la pauvreté se développe.

En 2016, à l'échelle mondiale, 1 % des plus riches posséderont autant que les 99 % restants (Source : enquête de l'Oxfam, organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté.). En France, les revenus des 6000 personnes les plus riches ont progressé de 43 % en sept ans. Dans le même temps, les 10 % les plus pauvres ont vu leur niveau de vie baisser de 6,2 %.

Les politiques d'austérité mises à l'œuvre depuis plusieurs années participent à cette accapuration toujours plus grande des richesses par ceux qui ont déjà le plus. Quitte à ruiner les peuples et à nier la démocratie, comme les dirigeants de la zone euro, dont le gouvernement français, font subir à la Grèce. Ce sont ces choix politiques (néo)libéraux assumés qui, en France, se traduisent par les attaques sur les retraites, les salaires, le droit du travail, les services publics à travers des lois de régressions sociales comme les lois Macron et Rebsamen de cet été.

Dans la Fonction Publique d'Etat, le salaire net des 2 millions d'agents a diminué de 0,7% entre 2012 et 2013 (étude récente de l'Institut national de la statistique).

Il avait déjà reculé de 0,8% l'année précédente. Cette tendance à la baisse s'explique par le gel du point d'indice en vigueur depuis 2010, mais aussi par l'inflation et la hausse des cotisations retraites.

Sous la pression des organisations syndicales, le gouvernement envisage de refondre toutes les grilles de rémunération des fonctionnaires, de manière à les rendre plus attractives. Salaires, déroulement de carrière...les discussions sont ouvertes dans la fonction publique autour du protocole « PPCR ». Pour la FSU, rien ne doit se faire sans les personnels qu'elle appelle à donner leur avis dans le cadre d'une consultation.

Dans l'éducation nationale, la rentrée scolaire est généralement qualifiée de « techniquement » réussie... Il faut dire que les personnels font tout pour cela. Le plus difficile reste de réussir chaque jour de l'année avec des conditions d'exercice qui se sont largement dégradées depuis plusieurs années. Les problèmes à régler ne manquent pas: effectifs, formation, priorité au primaire, réforme du collège, réforme du lycée, conditions de travail et de rémunération ...

En éducation prioritaire, les moyens sont recentrés sur des secteurs les plus fragiles au détriment d'établissements et d'écoles qui sortent du dispositif, bien que leur situation n'ait connu d'amélioration significative.

Concernant les créations de postes d'enseignants nous sommes encore bien loin de la promesse des 54000 à l'issue du quinquennat. Au 2/3 de celui-ci, dans le 1^{er} degré, sur les 20000 postes promis, seuls 9000 ont été créés. A cette rentrée, nationalement, avec 2511 créations et 25400 élèves supplémentaires, les effectifs par classe ne risquent pas de diminuer.

Dans l'Oise, le contingent de 35 postes ne suffira pas à absorber la hausse démographique de 290 élèves et à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des enseignants. 9 moyens ont été absorbés par les allègements

de service en REP +, 5 pour financer le « plus de maîtres que de classes » et 5 pour abonder le contingent des remplaçants. Cette année encore le taux d'encadrement à la rentrée ne va pas connaître d'amélioration significative (P/E qui passe de 5.27 à 5.30) et reste inférieur à la moyenne académique (5.39).

Alors que la rentrée vient de se dérouler dans les établissements, les personnels du 2nd degré voient se profiler une « réforme du collège 2016 », présentée par la Ministre dans tous les medias comme une panacée à tous les maux. Pourtant, cette réforme est rejetée très majoritairement par la profession, car jugée irréaliste. De plus, les dispositifs qu'elle propose sont « financés » par une ponction sur les horaires disciplinaires.

Les personnels, placés dans des situations professionnelles toujours plus difficiles, voient donc leur parole niée. Il est illusoire de penser qu'une telle réforme, imposée aux forceps, permettra de résoudre les échecs et les difficultés des élèves comme par enchantement. Cette vision ministérielle de nos métiers contraste grandement avec la réalité vécue par les personnels.

Un récent sondage du Ministère à destination des parents d'élèves a montré leur inquiétude quant aux dispositions de la réforme proposée, et affirmant leur attachement aux disciplines...sondage au résultat défavorable qui n'a pas eu l'honneur d'être porté à la connaissance du plus grand nombre... Qu'en est-il également du bilan de la réforme du lycée, tenu secret ?

Pour toutes ces raisons, les personnels seront en grève le jeudi 17 septembre à l'initiative du SNES-FSU et de l'intersyndicale pour dire non à cette réforme « collège 2016 ». En cette rentrée, la FSU reste déterminée à faire avancer un projet éducatif au service de la réussite de tous les jeunes et qui assure concrètement l'amélioration des conditions de travail des personnels Elle s'attèlera à construire avec les personnels les mobilisations pour imposer des alternatives favorables aux peuples, au salariat et aux services publics. Sur ce chemin, au-delà de la journée de grève du 17 septembre, la mobilisation interprofessionnelle du 8 octobre contre les politiques d'austérité et leurs conséquences néfastes sur les budgets est une étape nécessaire pour y parvenir.